



LE PÉTROLE D'ICI.
PAR DES GENS D'ICI.
POUR ICI.



**RAPPORT
DE GESTION** | **AU 31 MARS 2014**

RAPPORT DE GESTION

POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 31 MARS 2014

- Ce rapport de gestion couvre la période qui a débuté le 1^{er} janvier 2014 et qui s'est terminée le 31 mars 2014.
- Le présent rapport de gestion a été approuvé par le conseil d'administration le 27 mai 2014.
- Le présent rapport de gestion présente le point de vue de la Direction sur les activités courantes de la Société et est accompagné des résultats financiers au 31 mars 2014. Le présent rapport peut également faire état d'événements importants survenus après le 31 mars 2014. Il fournit aussi un aperçu des activités prévues au cours des prochains mois.
- Dans ce rapport, la devise utilisée est le dollar canadien (\$ CAN) et tous les montants présentés dans le rapport de gestion sont en dollars canadiens.

1. DATE

Ce rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 est daté du 27 mai 2014.

2. FAITS SAILLANTS

- La Cour supérieure décide d'accueillir positivement la requête de Pétrolia contre la Ville de Gaspé (communiqué du 11 février 2014). Le 6 mars 2014, la Ville de Gaspé a décidé de porter en appel la décision de la Cour supérieure.
- Signature d'une lettre d'entente entre Pétrolia, Ressources Québec, une filiale d'Investissement Québec, Établissements Maurel & Prom et Corridor Resources Inc. qui prévoit la réalisation d'un programme d'exploration de 100 millions \$ sur l'île d'Anticosti (communiqué du 13 février 2014).
- Signature d'une entente de partenariat sur 38 permis de recherche à Anticosti entre Pétrolia, Ressources Québec, Corridor Resources et Saint-Aubin E&P, qui ont ainsi créé une société en commandite appelée Hydrocarbures Anticosti SEC (communiqué du 1er avril 2014).
- Pétrolia Anticosti inc., filiale détenue à 100 % par Pétrolia, a été désignée l'opérateur de la Société en commandite (Hydrocarbures Anticosti SEC).
- Réalisation d'un financement de 3 millions \$ (communiqué du 23 avril 2014).

3. CONSTITUTION ET MISSION DE LA SOCIÉTÉ

- La Société est constituée en vertu de la partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec et est régie par les dispositions de la Loi sur les sociétés par actions du Québec. Elle agit à titre de société d'exploration pétrolière et gazière. Son titre est transigé à la Bourse de croissance TSX depuis le 16 février 2005 sous le symbole PEA.
- Les propriétés pétrolières et gazières détenues par la Société en sont au stade de l'exploration. La rentabilité à long terme de la Société est liée en partie aux coûts et au succès des programmes d'exploration et de mise en valeur subséquente. La Société n'a pas encore déterminé si les propriétés renferment des réserves économiques rentables.
- L'exploration et la mise en valeur des permis de recherche d'hydrocarbures qu'elle possède constituent ses principales activités. Dans le cadre de la réalisation de ses objectifs, la Société est appelée à conclure des ententes de partenariat propres à l'industrie pétrolière et gazière.

4. DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

- Certaines déclarations faites aux présentes peuvent constituer des énoncés prospectifs. Ces déclarations se rapportent à des événements futurs ou à des résultats économiques anticipés par Pétrolia et comportent, par conséquent, des risques, incertitudes et autres facteurs connus et inconnus qui pourraient modifier les résultats rendements ou réalisations, par rapport à ce qu'expriment ou laissent entendre les déclarations de Pétrolia. Les événements ou résultats réels pourraient être très différents. Conséquemment, la décision d'investir dans les titres de Pétrolia ne devrait en aucun temps être basée sur ces énoncés. Pétrolia décline toute intention ainsi que toute obligation de mettre à jour ces déclarations prospectives.

5. OBJECTIFS ET ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

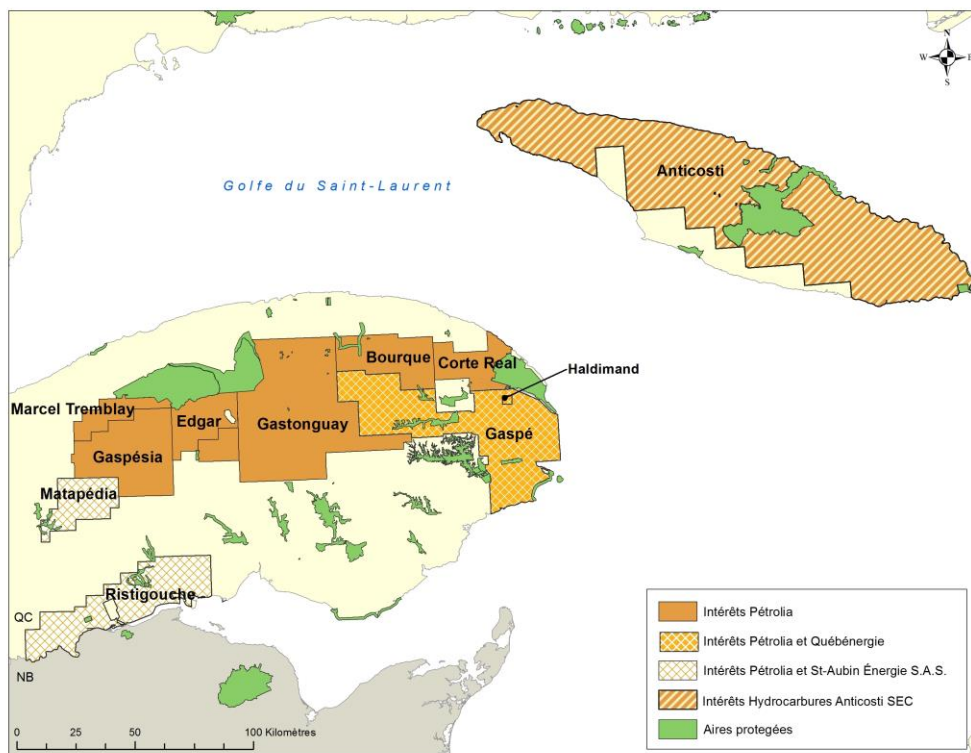
- L'objectif de l'entreprise est de découvrir des ressources pétrolières commercialisables et de les mettre en production, dans les meilleurs délais, afin d'assurer sa rentabilité. La Société vise cet objectif, et ce, tout en veillant à ce que ses activités respectent la sécurité des personnes, de même que l'environnement physique et social du milieu.
- Pétrolia réalise cet objectif en détenant des droits sur des permis prometteurs et en s'alliant à des partenaires qui possèdent l'expertise technique et financière appropriée. La Société implante ses puits sur la base de connaissances scientifiques et emploie les meilleures techniques pour s'assurer d'exécuter ses forages selon les meilleures pratiques de l'industrie. La protection de la santé et de la sécurité des travailleurs et des populations locales sont au cœur des préoccupations de la Société lors de la préparation et de l'exécution des travaux. Un soin particulier est également apporté aux relations avec le milieu socio-économique local de même qu'à la protection de l'environnement.
- Pétrolia se définit comme une société pétrolière québécoise responsable qui poursuit l'objectif de produire du pétrole, de manière à répondre à une portion significative de la demande québécoise.

6. TERRITOIRE SOUS PERMIS ET PARTENARIATS

- Les permis détenus par Pétrolia et ceux dans lesquels elle possède un intérêt couvrent un territoire de plus de 16 475,85 kilomètres carrés, soit environ 22,97 % du territoire québécois sous permis. Situés dans l'Est du Québec, ces territoires sont en grande partie reconnus pour leur potentiel pétrolier. Les territoires couverts par les intérêts de Pétrolia offrent également un potentiel de découvertes de gaz pouvant contenir des liquides de gaz.

- Au 31 mars 2014, trois ententes de partenariats visent des portions des territoires de la Société :
 - Sur les 38 permis de recherche d'Anticosti, une nouvelle entente de partenariat a été signée le 31 mars 2014 entre Ressources Québec (35 %), Pétrolia (21,7 %), Saint-Aubin E&P (21,7 %) et Corridor Resources Inc. (21,7 %). La société en commandite ainsi créée entre les quatre partenaires portera le nom d'Hydrocarbures Anticosti SEC.
 - Sur les permis de Gaspé, Pétrolia et Québénergie détiennent proportionnellement un intérêt de 50 % dans chacun des 13 permis qui couvrent au total un territoire d'environ 2 500 kilomètres carrés.
 - Sur les permis Baie-des-Chaleurs-Matapédia et Ristigouche, Pétrolia et Saint-Aubin Énergie S.A.S. (une filiale de Maurel & Prom et Maurel & Prom International) possèdent chacune un intérêt de 50 % dans 13 permis qui couvrent un territoire de plus de 1 800 kilomètres carrés.
 - Sur les autres blocs de permis, Pétrolia détient 100 % des intérêts.

- La carte suivante illustre la localisation des intérêts détenus par Pétrolia.



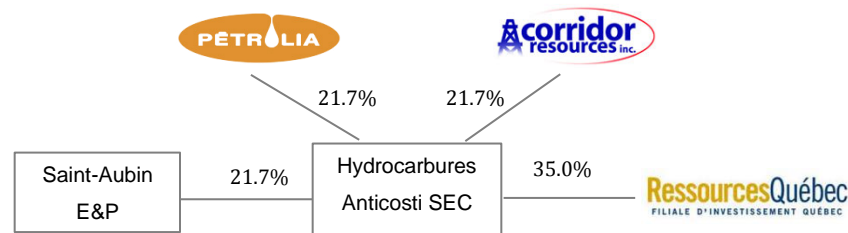
7. PROJETS, TRAVAUX ET PERSPECTIVES

7.1 Projet Haldimand (Bloc de Gaspé)

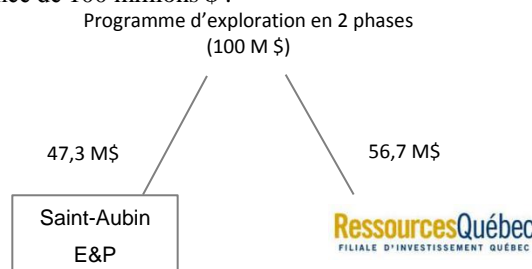
- Découvert en 2006, Haldimand est un gisement conventionnel situé dans les grès naturellement fracturés de la Formation de York River. Une estimation indépendante réalisée en 2010 par la firme Sproule Associates Limited a établi la meilleure estimation du volume de pétrole initialement en place (P50) à 69,7 millions de barils et la portion récupérable de ce volume (contingente) à 7,7 millions de barils.
- À la fin de l'automne 2012, la préparation d'un troisième forage, Haldimand 4, a été amorcée. Il s'agira d'un puits directionnel dont la portion horizontale devra atteindre 2 000 mètres. L'orientation du segment directionnel visera à traverser, selon un angle optimal, un maximum de fractures naturelles. Ce forage d'exploration visera aussi à déterminer le prolongement du réservoir vers le nord-ouest afin d'augmenter les ressources contenues dans le gisement.
- Un résultat positif pour le puits Haldimand 4 permettrait aux partenaires d'entreprendre les démarches pour obtenir un bail d'exploitation permettant la mise en production du gisement. Outre cet élément, ce puits fournira des informations précieuses pour établir un programme d'exploration visant l'ensemble des permis de Gaspé.
- À la suite de l'adoption, le 22 décembre 2012, d'un règlement municipal imposant des restrictions concernant les forages par la Ville de Gaspé, les travaux ont été interrompus. Ils ont ainsi été suspendus tout au long de l'année 2013. La foreuse est en attente sur le site depuis la suspension des travaux.
- Au début de l'année 2014, la Cour supérieure du Québec a entendu la requête interlocutoire, présentée par Pétrolia au mois de mai 2013, visant à faire invalider le règlement adopté par la Ville de Gaspé. Dans le jugement rendu le 10 février 2014, la Cour supérieure a accueilli favorablement la requête de Pétrolia et a déclaré le règlement municipal *ultra vires*. Le 6 mars 2014, la Ville de Gaspé a décidé de porter en appel la décision de la Cour supérieure. Les parties sont actuellement en attente de la décision de la Cour.
- Suite à la décision de la Cour supérieure rendue le 10 février 2014, la Société a indiqué son intention de reprendre ses travaux de forage du puits Haldimand 4. La Société a par ailleurs décidé d'attendre les résultats de l'étude hydrogéologique, reprise par le gouvernement du Québec et dont les résultats étaient attendus le 31 mars 2014, avant de reprendre le forage. Au moment de remettre ce rapport, l'étude n'était pas encore diffusée.
- Le 29 mai 2013, le gouvernement a publié un projet de règlement sur le prélèvement et la protection des eaux qu'il a soumis à une consultation publique. Toutefois, au moment de remettre ce rapport, le règlement final du gouvernement n'était pas encore déposé. Les dispositions contenues dans le projet de règlement ne compromettaient pas la poursuite des travaux prévus. Le nouveau règlement du gouvernement comportera les plus hautes normes nord-américaines.
- Bien que la foreuse soit demeurée sur le site dans l'attente de la reprise des travaux, les opérations recommenceront en fonction de la disponibilité des équipements et des fournisseurs de service. Un délai de quelques semaines est prévu entre la prise de décision et le début des opérations.
- Pétrolia a créé un site Internet dédié au projet Haldimand qui permet aux visiteurs d'obtenir de l'information sur le projet et d'en suivre l'évolution : haldimand.petrolia-inc.com.

7.2 Projet Anticosti

- L'objectif principal du projet Anticosti vise à développer les hydrocarbures de roche mère contenus dans la Formation de Macasty et à démontrer si ce type de gisement peut être développé économiquement. Sur la base des informations disponibles au 1^{er} juin 2011, la firme Sproule Associates Limited a établi à près de 31 milliards de barils la meilleure estimation (P50) du volume de pétrole initialement en place non découvert sur les 35 permis où Pétrolia détient des intérêts.
- Le 13 février 2014, le gouvernement du Québec, via sa filiale Ressources Québec, Saint-Aubin E&P (Québec) inc., Corridor Resources inc. et Pétrolia inc. ont annoncé qu'ils avaient signé une lettre d'entente visant à créer un partenariat stratégique sur l'île d'Anticosti. La clôture de cette transaction a été annoncée le 1er avril 2014. Cette entente vise la réalisation de travaux d'exploration pouvant atteindre 100 millions \$. Les travaux seront financés par Ressources Québec et par Saint-Aubin E&P. Hydrocarbures Anticosti SEC détiendra un total de 33,9 milliards de barils du volume de pétrole initialement en place non découvert (la meilleure estimation (P50)). Les intérêts des parties dans la société en commandite portent sur 38 permis de recherche et s'établissent, sous certaines conditions, à 35 % pour Ressources Québec, 21,7 % pour Pétrolia, 21,7 % pour Saint-Aubin E&P et 21,7 % pour Corridor Resources. Cette entente concrétise les efforts déployés tout au long de la dernière année afin d'identifier une formule de partenariat permettant la réalisation d'un important programme d'exploration visant le développement du pétrole de roche mère de la Formation de Macasty.



- Hydrocarbures Anticosti SEC sera gérée par un conseil d'administration composé de cinq personnes, soit d'un représentant de chacun des partenaires et d'un représentant externe mandaté à l'unanimité par ceux-ci.
- Le conseil d'administration d'Hydrocarbures Anticosti SEC a mis sur pied quatre comités :
 - Le comité des opérations, présidé par M. Alexandre Gagnon, vice-président exécutif chez Pétrolia;
 - Le comité technique, présidé par M. Gildas Collin, chef des opérations chez Pétrolia ;
 - Le comité santé, sécurité et environnement, présidé par M. Jean-Yves Laliberté, conseiller technique chez Pétrolia;
 - Le comité acceptabilité sociale, présidée par Mme Isabelle Proulx, vice-présidente, développement des affaires chez Pétrolia.
- Saint-Aubin E&P et Ressources Québec défraieront les coûts pour les deux premières phases du programme d'exploration jusqu'à concurrence de 100 millions \$:



- Pétrolia Anticosti inc., filiale détenue à 100 % par Pétrolia, a été désignée l'opérateur de la Société en commandite (Hydrocarbures Anticosti SEC).

7.2.1 - Travaux

- Première phase :
 - Été 2014 :
 - Entre 15 et 18 sondages stratigraphiques seront réalisés à l'aide de quatre foreuses minières;
 - Ces sondages permettront d'extraire des carottes de la Formation de Macasty et de localiser les forages pétroliers qui seront réalisés en 2015.
 - Été 2015 :
 - Réalisation de 3 forages horizontaux d'exploration avec fracturation;
 - Les coûts pour cette première phase sont estimés entre 55 et 60 millions \$, dont 56,7 % seront défrayés par Ressources Québec et 43,3 % par Saint-Aubin E&P.

À la suite de résultats positifs et d'une décision favorable du conseil d'administration de la société Hydrocarbures Anticosti SEC, une deuxième phase suivra en 2016.

- Deuxième phase :
 - 2016 :
 - Des forages pétroliers horizontaux avec fracturation seront réalisés;
 - Les coûts pour cette deuxième phase sont estimés entre 40 et 45 million \$, dont 56,7 % seront défrayés par Ressources Québec et 43,3 % par Saint-Aubin E&P.
- L'objectif de Pétrolia Anticosti inc. est d'intégrer les préoccupations du milieu tout au long des travaux de façon à favoriser l'acceptabilité sociale de ses projets. L'entente annoncée le 13 février 2014 atteint cet objectif notamment, car elle permet aux Québécois de participer et de tirer profit du projet. Les travaux sont planifiés dans l'objectif de maximiser les retombées économiques des communautés, par exemple en favorisant l'achat local et l'hébergement.
- L'équipe technique s'affaire à mettre en place le programme de sondages stratigraphiques prévu dans le cadre de la première phase des travaux.

7.3 Projet Bourque

- Le projet Bourque est localisé, sur un territoire non urbanisé, à environ 30 kilomètres à l'est de la municipalité de Murdochville.
- Lors des forages des puits Bourque 1 et Bourque 2, réalisés en 2012 des échantillons de gaz naturel humide (contenant jusqu'à 20 % de liquides de gaz et de condensats) ont été prélevés dans la Formation de Forillon. La présence de liquides de gaz ajoute une valeur commerciale significative à la découverte de Bourque. La découverte de ce type de gisement valorise les permis de Pétrolia en Gaspésie où des conditions géologiques semblables existent.

- Les forages de Bourque 1 et 2 et l'interprétation de la sismique 3D ont permis d'identifier quatre structures au niveau de la formation de Forillon pour lesquels la firme Sproule Associates Limited a réalisé une estimation des ressources en place. Sur la base des informations disponibles le 31 mars 2013, Sproule a estimé le volume de gaz initialement en place non découvert à plus de 1 Tpc (trillions de pieds cubes; mille milliards).
- Au cours du deuxième trimestre de 2013, Pétrolia a élaboré un programme de travaux visant à confirmer une partie des ressources en place et à déterminer les volumes potentiellement récupérables. Pétrolia s'active actuellement à identifier la meilleure manière de financer ce programme de travaux et a entrepris en ce sens, la recherche d'un partenaire. Des efforts sont présentement consacrés à l'identification de clients potentiels. Dans ces circonstances, il est apparu souhaitable de reporter la réalisation des travaux.

7.4 Autres propriétés

Matapédia

- En juillet 2013, Pétrolia et Saint-Aubin Énergie S.A.S ont acquis de Gastem deux blocs totalisant 13 permis situés dans les secteurs de la Baie-des-Chaleurs et de Matapédia. Ces permis couvrent un territoire de plus de 1 800 kilomètres carrés. Chacune des deux sociétés détient 50 % d'intérêt dans les permis.
- Au cours de l'automne 2013, les partenaires ont réalisé un sondage stratigraphique afin d'évaluer le potentiel d'une structure géologique connue dans le secteur du lac Casault sur le territoire de la MRC de Matapédia. Le sondage a atteint la profondeur de 1 416 mètres et a rencontré quelques indices de gaz dans les grès siluriens. L'analyse pétrophysique des carottes recueillies au niveau des grès est en cours et les résultats permettront d'en faire la caractérisation. Les deux sociétés ont mis en commun leurs expertises en vue d'établir un programme d'exploration de ces territoires.

Autres

- Sur les autres propriétés détenues par Pétrolia en Gaspésie, la Société a entrepris de réviser l'ensemble de ses données. L'objectif de ce processus consiste à identifier les zones qui présentent des caractéristiques similaires à celles rencontrées dans le projet Bourque.

8. EXPERTISE DE LA SOCIÉTÉ

- Pétrolia dispose d'une équipe dynamique et motivée. La qualité de son personnel technique contribue à faire de Pétrolia le leader de son domaine au Québec.
- Devant le développement anticipé des projets de Pétrolia, la Société entre dans une période de croissance. Pour s'adapter aux défis de ces nouvelles activités, la Société a entamé un important processus de recrutement, qui s'est conclu par l'embauche de ressources additionnelles aux affaires réglementaires, aux communications et à la logistique et à l'approvisionnement. De plus, avec les activités à venir pour le programme de travaux sur Anticosti, plusieurs postes contractuels seront à pourvoir ainsi que des superviseurs de forage, des géologues et des ingénieurs de forages.
- La Société exécute ses travaux selon les meilleures pratiques de l'industrie. Ainsi, tous ses efforts sont orientés vers la réduction maximale des risques environnementaux et sociaux. À cet effet, un plan de mesures d'urgence adapté à la réalité de chaque région sera réalisé afin de prévenir et réagir efficacement aux situations d'urgence.

ANALYSE PAR LA DIRECTION

DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET SITUATION DE LA TRÉSORIE

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2014, les produits de la Société se composent de produits d'intérêts sur des placements à court terme de 18 260 \$ en comparaison de 30 294 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2013, de produits de gérance de projets de 189 459 \$ en comparaison de 24 687 \$ et de revenus de location de 2 994 \$ en comparaison de 3 072 \$.

La diminution des produits d'intérêts s'explique par la diminution de la trésorerie de la Société engendrée par la réalisation de travaux d'exploration.

Au 31 mars 2014, la Société disposait de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 1 887 430 \$, dont 604 127 \$ détenus à des fins d'exploration, et son fonds de roulement était positif de 2 762 274 \$.

Pour le premier trimestre de l'exercice de 2014, la Société a réalisé un gain de 24 531 465 \$, comparativement à une perte de 538 863 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2013.

La Direction estime que ces fonds risquent de ne pas être suffisants pour répondre aux obligations de la Société et aux dépenses prévues jusqu'au 31 décembre 2014. Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons à l'avenir, incluant sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de créances ou de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses ou l'arrivée de nouveaux partenaires. Le 23 avril 2014, la Société a clôturé un placement privé par voie de prise ferme pour un produit brut de 3 000 000 \$.

ANALYSE DES FRAIS D'OPÉRATIONS ET D'ADMINISTRATION

Les frais d'opérations et d'administration ont diminué de 213 079 \$, principalement à cause des services professionnels.

Les principaux écarts dans les frais d'opérations et d'administration sont :

- Paiements fondés sur des actions : aucune option n'a été octroyée en 2014 comparativement à 150 000 options octroyées en 2013 pour une valeur de 128 700 \$.
- Honoraires : des honoraires ont été versés pour le premier trimestre de 2014 au président par intérim pour un montant de 56 250 \$.
- Services professionnels : au 31 mars 2014, les frais reliés aux services professionnels ont été de 23 043 \$ (2013 - 111 408 \$).
- Un montant de 800 000 \$ et de 180 000 \$ a été comptabilisé à titre de remboursement de dépenses d'exploration sur la propriété Anticosti.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

L'information pour le résumé des résultats trimestriels est établie selon les normes internationales d'information financière.

	2014		2013		
	Mars	Décembre	Septembre	Juin	Mars
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits (incluant les produits financiers)	192 453	32 516	21 029	34 682	58 053
Bénéfice net (perte nette)	24 531 465	(2 139 356)	(1 205 541)	(500 545)	(538 863)
Résultat net (perte nette) par action					
De base	0,363	(0,031)	(0,014)	(0,007)	(0,008)
Dilué(e)	0,360	(0,031)	(0,014)	(0,007)	(0,008)

Les produits sont surtout constitués de produits d'intérêts, de revenus de location et de produits de gérance de projets pour chacun des trimestres. Les frais d'opérations et d'administration sont relativement stables d'un trimestre à l'autre. Les principales variations des pertes ou des bénéfices trimestriels s'expliquent comme suit :

2013 - Mars	Comptabilisation d'un paiement fondé sur des actions de 128 700 \$;
2013 - Mai	Comptabilisation d'un paiement fondé sur des actions de 94 500 \$;
2013 - Août	Comptabilisation d'un paiement fondé sur des actions de 52 265 \$;
2013 - Septembre	Comptabilisation d'un paiement fondé sur des actions de 280 000 \$;
2013 - Décembre	Comptabilisation d'un paiement fondé sur des actions de 485 586 \$.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les parties liées de la Société comprennent les autres parties liées et les principaux dirigeants comme il est expliqué ci-dessous.

Sauf indication contraire, aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales, et aucune garantie n'a été donnée ou reçue. Les soldes sont généralement réglés en espèces.

Transactions avec les principaux dirigeants

	Pour la période de trois mois terminée le	
	31 mars 2014	31 mars 2013
	\$	\$
Avantages à court terme du personnel :		
Salaires et avantages sociaux	187 085	149 149
Jetons de présence	28 842	23 983
Total des avantages à court terme	216 260	173 132
Honoraires	56 250	-
Rémunération fondée sur des actions	-	-
Total de la rémunération	272 510	173 132

Au cours de la période de présentation de l'information financière 2014, aucune option (400 000 - 2013) attribuée dans le cadre du régime d'option d'achat d'actions n'a été exercée par les principaux dirigeants.

Sociétés et autres parties liées

Des opérations ont été effectuées :

	Pour la période de trois mois terminée le	
	31 mars 2014	31 mars 2013
	\$	\$
Avec une société dont un administrateur est actionnaire majoritaire :		
Résultat global :		
Autres frais	7 500	-

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des affaires et ont été mesurées à la valeur d'échange, qui est la contrepartie établie et acceptée par les parties liées.

INFORMATION À FOURNIR SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

Politique de gestion des risques

La Société, par le biais de ses actifs et passifs financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante fournit une évaluation des risques à la date du bilan, soit le 31 décembre 2013.

Risque de crédit

Les instruments financiers qui pourraient assujettir la Société à un risque de crédit se composent principalement de trésorerie, d'équivalents de trésorerie, de débiteurs et des placements. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus ou émis par des institutions financières de premier ordre. Les débiteurs représentent majoritairement des sommes dues par les gouvernements et par des partenaires. Par conséquent, la direction estime que le risque de non-exécution relativement à ces instruments est très minime.

Risque de liquidité

Les risques de liquidité sont les risques que la Société ne soit pas en mesure de faire face à ses obligations financières aux moments requis ou ne puisse le faire qu'à des coûts excessifs. La Société finance sa croissance par l'émission d'actions, la vente de participation dans certains de ses actifs pétroliers et par emprunt temporaire. L'un des principaux objectifs financiers de la Direction est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant activement les travaux d'exploration à effectuer. Tous les passifs financiers de la Société ont une échéance à moins d'un an.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des facteurs du marché. Le risque de marché inclut trois types de risques : le risque de taux d'intérêt, le risque de change et l'autre risque de prix. La Société est exposée à un de ces risques, soit le risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Société à un risque de juste valeur alors que ceux à taux d'intérêt variables l'exposent à un risque de variation des flux de trésorerie.

Une variation de 1% du taux de base aurait peu d'impact sur la juste valeur des placements détenus par la Société dû à la nature de ceux-ci et une variation de 1 % du taux de base conduirait à une augmentation ou une diminution de 21 922 \$ du coût de la dette financière nette.

Juste valeur

La juste valeur des placements est évaluée de la façon suivante :

Certificats de placement garanti : le coût correspond à la juste valeur compte tenu de leur émission récente.

Fonds du marché monétaire : le coût correspond à la juste valeur compte tenu de l'échéance à court terme.

Pour l'emprunt, la valeur comptable est assez près de la juste valeur en raison d'un taux variable d'intérêt sur la dette.

Hierarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations.

La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 – évaluation fondée sur les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques : la trésorerie se retrouve dans ce niveau;

Niveau 2 – techniques d'évaluation fondées sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix) : les équivalents de trésorerie, les placements et la dette bancaire se retrouvent dans ce niveau;

Niveau 3 – techniques d'évaluations fondées sur une part importante de données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour lequel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

Au cours de la période, il n'y a eu aucun transfert dans les évaluations des actifs financiers entre les niveaux 1 et 2.

Jugements, estimations et hypothèses

Le lecteur est invité à prendre connaissance de la note 4 des états financiers annuels au 31 décembre 2013 qui décrit complètement les jugements, estimations et hypothèses que la direction a posés afin de préparer ses états financiers annuels.

Modifications futures de méthodes comptables

Une description complète des modifications futures de méthodes comptables est fournie dans les états financiers annuels du 31 décembre 2013 à la note 2.

Gestion du capital

Une description complète de la gestion du capital est fournie dans les états financiers annuels du 31 décembre 2013 à la note 18.

Autres éléments d'information

a) Documents complémentaires

Certains documents complémentaires, dont les rapports de gestion précédents et les communiqués de presse, sont disponibles sur le site www.sedar.com dans la section des documents déposés ou sur le site de Pétrolia, www.petrolia-inc.com.

b) Règlement 51-102 section 5.2

Les frais d'exploration pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2014 se détaillent comme suit :

	Géologie	Géophysique	Parachèvement et Forage	Analyse	Stimulation	Frais généraux	Options	Provision	Entretien des sites	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Anticosti	64 345	7 500	9 133	-	-	(9 394 635)	-	-	-	(9 313 657)
Gastonguay	65	-	-	-	-	32	-	-	-	97
Gaspésia Marcel-Tremblay Edgar	293	-	-	-	-	120	-	-	-	413
Gaspé	20 494	5 700	260	-	-	40 484	-	-	-	66 938
Bourque	326	6 450	1 581	-	-	6 053	-	-	-	14 410
Haldimand	5 205	-	95 544	-	-	60 348	-	-	21 430	182 527
Tar Point	-	-	-	-	-	700	-	-	-	700
Dalhousie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Matapédia	340	1 050	22 712	-	-	14 289	-	-	-	38 391
	91 068	20 700	129 230	-	-	(9 272 609)	-	-	21 430	(9 010 181)

Les frais d'exploration pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2013 se détaillent comme suit :

	Géologie	Géophysique	Parachèvement et Forage	Analyse	Stimulation	Frais généraux	Options	Provision	Entretien des sites	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Anticosti	17 291	6 640	240 699	6 500	-	3 859	-	-	-	274 989
Gastonguay	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gaspésia Marcel-Tremblay Edgar	188	-	-	-	-	3 800	-	-	-	3 988
Gaspé	7 326	480	720	3 491	-	36 507	-	-	-	48 524
Bourque	14 192	8 776	1 817 564	1 000	-	7 894	-	-	-	1 849 426
Haldimand	81 748	560	1 749 183	-	-	3 429	-	-	20 462	1 855 382
Tar Point	-	-	-	-	-	1 619	-	-	-	1 619
Dalhousie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	120 745	16 456	3 808 166	10 991	-	57 108	-	-	20 462	4 033 928

c) **Règlement 51-102 section 5.3**

Information sur les actions émises, les options d'achat d'actions et les bons de souscription au 27 mai 2014 :

Actions ordinaires : 74 667 372 actions sont émises et en circulation.

Options d'achat d'actions en circulation : Les options d'achat d'actions consenties aux administrateurs, membres de la haute direction, employés et fournisseurs de services sont les suivantes :

- 90 000 options exerçables au prix de 0,89 \$ l'action jusqu'au 25 février 2015;
- 657 500 options exerçables au prix de 0,50 \$ l'action jusqu'au 8 décembre 2015;
- 75 000 options exerçables au prix de 1,31 \$ l'action jusqu'au 25 février 2016;
- 500 000 options exerçables au prix de 1,69 \$ l'action jusqu'au 18 mai 2016;
- 1 150 000 options exerçables au prix de 1,52 \$ l'action jusqu'au 4 décembre 2016;
- 75 000 options exerçables au prix de 1,51 \$ l'action jusqu'au 22 février 2017;
- 2 220 000 options exerçables au prix de 1,02 \$ l'action jusqu'au 10 décembre 2017;
- 150 000 options exerçables au prix de 1,14 \$ l'action jusqu'au 28 février 2018;
- 250 000 options exerçables au prix de 0,89 \$ l'action jusqu'au 21 août 2018;
- 400 000 options exerçables au prix de 0,98 \$ l'action jusqu'au 14 septembre 2018;
- 650 000 options exerçables au prix de 0,67 \$ l'action jusqu'au 5 décembre 2018.

Bons de souscription en circulation : Chaque bon de souscription donne droit à son porteur de souscrire à une action ordinaire de la Société au prix d'exercice indiqué jusqu'à la date d'échéance :

- 48 840 bons de souscription exerçables au prix de 1,15 \$ l'action jusqu'au 25 septembre 2014;
- 5 545 776 bons de souscription exerçables au prix de 1,78 \$ l'action jusqu'au 15 mai 2015;
- 100 000 bons de souscription exerçables au prix de 0,70 \$ l'action jusqu'au 11 juillet 2015;
- 714 286 bons de souscription exerçables au prix de 1,00 \$ l'action jusqu'au 11 juillet 2016.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers de Pétrolia sont la responsabilité de la Direction et ont été approuvés par le conseil d'administration sous la recommandation du comité d'audit. Les états financiers ont été dressés par la Direction conformément aux normes internationales d'information financière. Ces états financiers ont été audités par les auditeurs de la Société. Les états financiers renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et de jugements. La Direction a établi ces montants de manière raisonnable afin de s'assurer que les états financiers sont présentés fidèlement, à tous les égards importants.

Québec, le 27 mai 2014

Au nom du conseil d'administration

(signé) Myron Tétreault

Président par intérim de la Société
corporatif

(signé) Karl Mc Lellan

Chef de la direction financière et secrétaire